

*ÉVALUATION ACTUARIELLE AU 31 DÉCEMBRE 1998*

*RÉGIME DE PENSION*

*DES*

*PROFESSEURS, PROFESSEURES ET BIBLIOTHÉCAIRES*

*DE*

*L'UNIVERSITÉ DE MONCTON*

## *TABLE DES MATIÈRES*

<b>SECTION</b>		<b>PAGE</b>
<b>I</b>	<b>Introduction</b>	<b>1</b>
<b>II</b>	<b>Résumé des dispositions du régime</b>	<b>2</b>
<b>III</b>	<b>Données sur les participants et participantes</b>	<b>7</b>
<b>IV</b>	<b>Bases d'évaluation</b>	<b>10</b>
<b>V</b>	<b>Bilans du régime</b>	<b>13</b>
<b>VI</b>	<b>Analyse du surplus</b>	<b>14</b>
<b>VII</b>	<b>Certificat actuariel</b>	<b>15</b>
<b>ANNEXE A</b>	<b>Certificat des actifs</b>	
<b>ANNEXE B</b>	<b>Certification des données fournies par l'employeur</b>	

## SECTION I

### INTRODUCTION

L'objet de la présente évaluation actuarielle est d'établir le passif et de déterminer le coût du régime de pension en date du 31 décembre 1998. Cette évaluation actuarielle triennale est effectuée pour le compte de l'Université de Moncton afin de remplir les exigences réglementaires de la Loi sur les prestations de pension de la province du Nouveau-Brunswick et de la Loi fédérale de l'Impôt sur le revenu.

Le présent rapport établit le passif actuariel du régime de pension. De plus, il fournit le niveau de contributions que l'Université de Moncton devra payer pour assurer le provisionnement du régime de pension pour les années de service qui s'accumuleront au cours des trois prochaines années.

Ce rapport est présenté au comité de retraite du régime tel que prévu dans les dispositions du régime de pension.

### MODIFICATIONS:

Les résultats de la présente évaluation reflètent les coûts des modifications suivantes:

#### Avenant N° 25

- 1) Revalorisation de la rente des retraités âgés de 60 ans et plus à 100% de l'indice des prix à la consommation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996 ou la date effective de retraite (2,17% en 1996, 0,73% en 1997 et 1,02% en 1998).
- 2) Tout participant ou toute participante qui est dans les dix ans de sa date normale de retraite peut prendre sa retraite avant la date normale de retraite. Le montant de la rente annuelle alors payable est égal à la rente créditée au moment de la retraite anticipée moins 0,3% par mois pour chaque mois précédant la date normale de la retraite.

#### NOTE: Achat des rentes de retraite

Pour les nouveaux retraités depuis 1995, la caisse de retraite peut gérer le paiement des prestations en achetant auprès d'un assureur des rentes viagères temporaires. La caisse demeure alors responsable pour le paiement des prestations futures après la période temporaire garantie par l'assureur.

La présente évaluation reconnaît donc une catégorie de membres à la retraite pour lesquels la caisse de retraite doit maintenir un passif suffisant pour provisionner ces obligations futures. Pour fins d'évaluation, nous avons utilisé les facteurs de rentes différées, sans mortalité durant la période différée.

## SECTION II

### RÉSUMÉ DES DISPOSITIONS DU RÉGIME

#### 1. Historique

Le régime de pension établi par l'employeur le 1<sup>er</sup> janvier 1966 a été scindé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1975, en deux régimes distincts:

- a) celui des professeurs, professeures et bibliothécaires, qui est l'objet de la présente évaluation; et
- b) celui des autres employés et employées.

De plus, il est bon de noter que l'actif du régime au 31 décembre 1974 a été réparti, le 1<sup>er</sup> janvier 1975, entre les deux régimes au prorata du passif de chacun des participants ou participantes.

Jusqu'au 31 décembre 1986, le régime des professeurs, professeures et bibliothécaires identifiait des bénéfices acquis au 31 décembre 1974 (PARTIE I: Régime à prestations définies) et ceux accumulés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1975 (PARTIE II: Régime à cotisations définies).

Au 1<sup>er</sup> janvier 1987, il y a eu réforme majeure du régime. Il s'agissait d'une transformation du régime à cotisations définies à un régime à prestations définies, et cela rétroactivement au tout début du régime initial.

La réforme n'a pas eu pour effet d'affecter les droits acquis des personnes qui au 31 décembre 1986 participaient au régime de pension. Afin de respecter ces droits acquis, il a fallu établir le compte "cotisations acquises", tel que défini ci-dessous.

"cotisations acquises" (i.e. Compte B) - le montant représentant la différence entre i) et ii) tel que déterminé au 31 décembre 1986, où:

- i) la somme des cotisations totales du participant ou de la participante depuis son adhésion au régime ou au régime antérieur et celles de l'employeur faites à son crédit depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1975, plus les intérêts crédités sur ces dites cotisations moins;
- ii) le coût tel que déterminé au 31 décembre 1986 de la rente créditée à cette date dans le régime à prestations définies.

Si le résultat était négatif, alors aucun montant n'était crédité à ce compte.

## 2. Date normale de retraite

L'âge normal de la retraite est de 65 ans. Cependant, pour fins du présent régime, la date normale de retraite est la première des deux dates suivantes:

- a) le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle un participant ou une participante atteint son soixante-cinquième (65<sup>e</sup>) anniversaire de naissance

ou

- b) le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle un participant ou une participante atteint une combinaison d'âge plus années de service créditées égale à 90 (sujet cependant à un âge minimum de 60 ans).

## 3. Prestations normales de retraite

Tout participant ou toute participante a droit à la date normale de la retraite à une rente annuelle (réversible à 50% au conjoint ou garantie 10 ans si l'employé n'a pas de conjoint) dont le montant est égal à la somme de:

- a) 2 % de la moyenne des trois (3) meilleures années de salaire multiplié par le nombre et fraction d'années de service créditées; et
- b) la rente achetée auprès d'un assureur par la valeur du compte B du participant ou de la participante, s'il y a lieu, à la date de la retraite.

\* sujet à la limite de 1 715\$/année

## 4. Prestations en cas de cessation de service

### A) Crédits de rente accumulés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1992

Si l'emploi prend fin avant la date normale de la retraite, les options suivantes s'appliquent au participant ou à la participante:

- a) un versement forfaitaire égal à la valeur du Compte A et du Compte B, ce dernier ne pouvant toutefois servir qu'à l'achat d'une prestation de retraite ou de décès, **OU**
- b) une rente dont le paiement est différé à la date normale de retraite et dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation de service ainsi que celle achetée par le Compte B.

**B) Crédits de rentes accumulés après le 1<sup>er</sup> janvier 1992**

Un participant ou une participante dont l'emploi se termine pour toute raison autre que le décès ou la retraite et qui compte **moins de 5 années** de service continu auprès de l'employeur n'a droit qu'au remboursement de ses propres cotisations accumulées avec intérêts.

Un participant ou une participante dont l'emploi se termine pour toute raison autre que le décès ou la retraite et qui compte **5 années ou plus** de service continu auprès de l'employeur a droit à une rente différée égale à la rente créditée après le **1<sup>er</sup> janvier 1992**.

**C) Crédits de rentes accumulés avant et après le 1<sup>er</sup> janvier 1992**

Le participant ou la participante qui a droit à la rente différée mentionnée aux paragraphes A) ou B) ci-dessus peut demander le transfert de la valeur présente de cette rente différée telle que déterminée par l'actuaire:

- a) à un compte de retraite immobilisé qui est un régime enregistré d'épargne-retraite établi en conformité avec la Loi de l'impôt sur le revenu;
- b) à un fonds de revenu viager qui est un fonds enregistré de retraite établi en conformité avec la Loi de l'impôt sur le revenu;
- c) à un autre régime de rentes dûment enregistré, si l'administrateur de ce nouveau régime s'engage à respecter les clauses d'immobilisation;
- d) à l'achat d'une rente viagère différée qui ne débutera pas avant dix années précédant la date normale de retraite prévue par le présent régime.

**5. Prestations en cas de décès**

- a) En cas de décès avant la date normale de retraite d'un participant qui n'a pas droit à une rente différée, le bénéficiaire a droit au remboursement des cotisations versées par le participant accumulées à intérêt. S'il se qualifie pour une rente différée au moment du décès, alors le bénéficiaire a droit au plus grand entre la valeur présente de la rente créditée ou la valeur des cotisations avec intérêts. Le bénéficiaire également a droit à tout montant excédentaire au coût maximum du participant pour le service à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1992.

De plus, son bénéficiaire a droit à la valeur du compte des cotisations acquises avec intérêts, s'il y a lieu.

- b) Si le participant décède après le commencement du paiement de la rente, les montants payables après le décès du participant, s'il y a lieu, sont ceux déterminés selon la nature de la rente choisie.

## 6. Cotisations

### Cotisations de l'employé

Tout participant verse, à titre de cotisations régulières au régime, une somme égale à 6,5% de son salaire. Cependant, la cotisation annuelle de tout participant ou participante ne doit pas excéder la limite de 5 573,75 \$.

Ces cotisations doivent être versées dans la caisse par l'employeur au plus tard 15 jours après le dernier jour du mois où ces cotisations ont été perçues ou déduites du salaire.

### Cotisations de l'employeur

- i) L'employeur doit verser la somme qui, selon l'opinion de l'actuaire, est nécessaire en plus des cotisations des participants pour couvrir le coût des créances de rentes, des prestations et des remboursements, le paiement spécial nécessaire pour amortir tout déficit actuariel et déficit de solvabilité, s'il y a lieu, ainsi que le coût d'administration du régime.
- ii) Les cotisations de l'employeur doivent être versées dans la caisse de retraite sous forme de remises mensuelles au plus tard 30 jours après le mois pour lequel elles sont payables.
- iii) Lors de la terminaison d'emploi d'un participant, pour toute raison quelconque, l'employeur est responsable d'au moins 10% de la valeur présente du crédit de la rente acquise ou du crédit de la rente différée, selon le cas, pour le service crédité et les bénéfices acquis à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1992. Si cette disposition a pour effet de libérer une partie des cotisations avec intérêts du participant, alors ce dernier a droit à ses cotisations et intérêts excédentaires.

## 7. Invalidité

- a) Toute période d'invalidité pendant laquelle un participant ou une participante a droit à une rente en vertu d'un régime collectif d'assurance-invalidité contracté par l'employeur n'est pas considérée comme interrompant le service ou la participation au régime.
- b) Les prestations créditées au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant ou la participante au début de l'invalidité. Le coût des prestations créditées au cours de ladite période est entièrement assumé par la caisse de retraite.

## 8. Retraite anticipée

Tout participant ou participante peut prendre sa retraite dans les dix années précédant sa date normale de retraite.

Le montant de la rente annuelle alors payable est la somme de:

- i) la rente créditée au moment de la retraite anticipée réduite de 0,3 % par mois pour chaque mois précédant la date normale de la retraite et
- ii) la rente achetée auprès d'un assureur par la valeur du compte B du participant ou de la participante, s'il y a lieu, à la date de la retraite.

## 9. Retraite différée

- a) Lorsqu'un participant ou une participante demeure au service de l'employeur après la date normale de la retraite, les cotisations et contributions continuent si la limite de 35 années de participation n'a pas alors été atteinte. Toutefois, les cotisations doivent cesser au plus tard à l'âge normal de la retraite et le paiement de la rente doit commencer au plus tard le premier jour du mois qui suit la date à laquelle le participant ou la participante atteint son 69<sup>e</sup> anniversaire de naissance.
- b) Le montant de la rente annuelle alors payable est le total des sommes suivantes:
  - i) la rente qui aurait été payable à la date normale de retraite;
  - ii) la rente créditée entre la date normale de la retraite et la date effective de la retraite;
  - iii) la rente achetée auprès d'un assureur par la valeur du compte B du participant ou de la participante à la date de la retraite.

Toutefois, le participant ou la participante qui a plus de 65 ans au moment de sa retraite effective bénéficie alors d'un équivalent actuariel de la rente qui aurait été payable à 65 ans.

## 10. Coût minimum de l'employeur

Lors de la cessation d'emploi d'un participant ou d'une participante pour quelque raison, y compris la retraite normale, différée ou anticipée ou le décès, l'employeur est responsable d'au moins 10% de la valeur présente de la rente acquise pour le service après le 1er janvier 1992. S'il y a lieu, les cotisations des participants ou des participantes libérées par cette disposition serviront à l'achat d'une rente additionnelle ou pourront être transférées dans un compte de retraite immobilisé.

## 11. Mise en garde

Les dispositions présentées ici ne constituent qu'un résumé. Le document contenant toutes les dispositions du régime peut être consulté pour toute clarification ou tout renseignement additionnel.



## SECTION III

### DONNÉES SUR LES PARTICIPANTS

Notre évaluation est basée sur les données dont nous disposons et celles qui nous ont été transmises par l'employeur. Nous avons obtenu de l'employeur un certificat attestant la véracité des données qu'il nous a transmises (en annexe B).

Assomption Vie est responsable de la production de relevés annuels qui sont fournis à tous les participants et participantes. Les ajustements nécessaires aux données sur les participants et participantes se font donc sur une base continue par le biais de ces exercices.

De plus, afin d'assurer une cohérence et une continuité dans les données utilisées dans cette évaluation, une réconciliation avec les données utilisées dans le cadre de la dernière évaluation a été effectuée:

Nombre de personnes actives au 31 décembre 1995	407
• nouvelles adhésions	94
• actifs devenus invalides	(7)
• actifs devenus inactifs	(16)
• actifs devenus rentes différées	(12)
• invalides devenus actifs	2
• inactif devenu actif	1
• départs	(82)
Nombre de personnes actives au 31 décembre 1998	387

Voici le résumé de ces données au 31 décembre 1998:

**A) PARTICIPANTS ET PARTICIPANTES ACTIFS**

	Nombre de participants et participantes	Salaire brut moyen \$	Moyenne du No d'années créditées
<b>HOMMES</b>			
25-29	4	37 773	0,8
30-34	15	46 146	3,2
35-39	35	50 255	3,9
40-44	37	59 976	9,7
45-49	49	66 444	16,0
50-54	64	74 167	20,2
55-59	35	76 913	23,2
60-64	<u>11</u>	<u>80 472</u>	<u>26,2</u>
	250	65 604	14,9
<b>FEMMES</b>			
25-29	5	39 267	1,2
30-34	12	42 808	2,4
35-39	23	46 935	4,9
40-44	19	52 983	6,5
45-49	31	59 220	11,0
50-54	27	65 441	15,4
55-59	17	72 248	18,7
60-64	<u>3</u>	<u>59 075</u>	<u>16,7</u>
	137	56 966	10,2
<b>TOTAL</b>	<b>387</b>	<b>62 546</b>	<b>13,2</b>

**B) INVALIDES**

	Nombre de participants et participantes	Age moyen	Salaire brut moyen \$	Moyenne du No d'années créditées
<b>HOMMES</b>	5	54,75	69 560	22,8
<b>FEMMES</b>	3	42,36	50 240	14,1

C) **PARTICIPANTS ET PARTICIPANTES INACTIFS**

	<b>Nombre de participants et participantes</b>
<b>HOMMES</b>	18
<b>FEMMES</b>	11

D) **RENTES DIFFÉRÉES**

	<b>Nombre de participants et participantes</b>	<b>Age moyen</b>	<b>Moyenne de la Rente annuelle créditée</b>
<b>HOMMES</b>	28	49,65	7 162
<b>FEMMES</b>	19	51,20	4 105

E) **MEMBRES RETRAITÉS (avec rentes temporaires)**

	<b>Nombre de participants et participantes</b>	<b>Age moyen</b>	<b>Moyenne de la rente annuelle créditée \$</b>	<b>Durée moyenne différée</b>
<b>HOMMES</b>	54	63	40 649	1,2
<b>FEMMES</b>	16	64	33 326	1,0

## **SECTION IV**

### **BASES D'ÉVALUATION**

#### **ET**

### **HYPOTHÈSES ACTUARIELLES**

#### **1. Méthode d'évaluation du passif**

Méthode de répartition des prestations au prorata des années de service. Cette méthode assure un provisionnement qui tient compte des augmentations futures de salaire.

#### **2. Méthode d'évaluation de l'actif**

La valeur de l'actif utilisée pour cette évaluation est basée sur la valeur marchande de la caisse de retraite au 31 décembre 1998, tel que déclaré par le gestionnaire (voir annexe A). L'actif est de 101 753 833 \$.

#### **3. Mortalité**

- a) Avant la retraite: Aucune
- b) Après la retraite: GAM-83 (Femme: âge - 6 ans)

#### **4. Intérêt**

- a) Avant changement de base : 8 %
- b) Après changement de base : 7,25%

#### **5. Augmentation de salaire**

- a) Avant changement de base : 6,75 %
- b) Après changement de base : 5%

#### **6. Taux d'abandon**

Nil

## 7. Mise à la retraite

Les participants et participantes prennent leur retraite dès qu'ils atteignent la date normale de retraite.

## 8. Frais d'administration et de gestion

Tel que prévu dans le contrat d'investissement.

## 9. Bases de l'évaluation de solvabilité

- a) **Passif:** Nous avons évalué les droits acquis des participants au 31 décembre 1998 sans projection d'augmentation de salaire.
- b) **Actif:** Valeur marchande
- c) **Mortalité:** i) avant la retraite: aucune  
ii) après la retraite: GAM-83 (Femme: âge - 6 ans)
- d) **Intérêt:**

En utilisant le taux de 7% (15 ans) et 6% par la suite, le régime affiche un surplus de solvabilité au 31 décembre 1998 de 1 027 266 \$:

- Le taux applicable au 31 décembre 1998 selon les *Recommandations pour le calcul des valeurs de transfert des régimes de retraite agréés* est jugé inapproprié, vu le risque minime d'insolvabilité de l'Employeur au cours des trois années suivant la date de l'évaluation. Ce taux, soit 5,75% (15 ans) et 6% par la suite, aurait pour effet de créer un déficit de solvabilité de 8 456 654 \$.
  - Le taux de 7% (15 ans) et 6% par la suite est conforme aux *Recommandations pour le calcul des valeurs de transfert des régimes de retraite agréés* en décembre 1999. En cas de liquidation de la caisse de retraite dans les trois années suivant la date d'évaluation, Assomption Vie garantira l'achat de rentes à ce taux.
- e) **Augmentation de salaire:** Aucune
- f) **Taux d'abandon:** Aucun

- g) **Mise à la retraite:** Nous avons assumé que chacun des participants ou participantes choisirait de se retirer à l'âge où la valeur présente de ses droits acquis est la plus élevée. Le régime prévoit la possibilité d'une retraite anticipée jusqu'à 10 ans avant la date normale de retraite avec une réduction de 0,3% pour chaque mois anticipé.
- h) **Frais de liquidation:** 105 000 \$

## SECTION V

## BILANS AU 31 DÉCEMBRE 1998

	Avant changement de base GAM-83, 8% Proj.-sal. à 6,75%	Après changement de base et amélioration de la rente aux retraités GAM-83, 7,25% Proj.-sal. à 5%
<b>ACTIF DE LA CAISSE (valeur marchande)</b>		
Fonds au 31 décembre 1998	101 753 833 \$	101 753 833 \$
Contributions à recevoir	<u>393 411</u>	<u>393 411</u>
<b>Total de l'actif</b>	<b>102 147 244 \$</b>	<b>102 147 244 \$</b>
<b>PASSIF ACTUARIEL</b>		
Valeur présente des prestations		
- Participants actifs	50 019 912 \$	53 235 283 \$
- Participants invalides	1 398 224	1 445 321
- Participants inactifs	2 266 886	2 276 484
- Rentes différées	2 441 087	2 465 926
- Retraite temporaire	25 377 208	27 153 727
Cotisations acquises	6 350 645	6 350 645
Cotisations volontaires additionnelles	397 407	397 407
Coût d'amélioration de rente aux retraités	<u>                    </u>	<u>1 088 195</u>
<b>Total du passif</b>	<b>88 251 369 \$</b>	<b>94 412 988 \$</b>
<b>SURPLUS (Déficit)</b>	<b><u>13 895 875 \$</u></b>	<b><u>7 734 256 \$</u></b>

## SECTION VI

### ANALYSE DU SURPLUS

Selon l'évaluation au 31 décembre 1995, la caisse de retraite révélait un surplus de 5 383 075 \$.  
Au 31 décembre 1998, la caisse de retraite révèle un surplus de 7 734 256 \$.

La variation du surplus peut s'expliquer par les facteurs suivants:

<b>Surplus au 31 décembre 1995</b>	<b>5 383 000 \$</b>
Intérêt sur le surplus et excédent d'intérêt par rapport à l'hypothèse d'intérêt utilisée	12 102 000
Déficit généré suite aux départs et retraites	(3 361 000)
Montant retiré du surplus	(788 000)
Projection de salaire trop forte	559 000
Changement de base d'évaluation	(5 073 000)
Amélioration de la rente des retraités	(1 088 000)
<b>Surplus au 31 décembre 1998</b>	<b>7 734 000 \$</b>



## SECTION VII

### CERTIFICAT ACTUARIEL

*(Faisant partie de l'évaluation actuarielle en date du 31 décembre 1998 du régime de pension des professeurs, professeures et bibliothécaires de l'Université de Moncton)*

Je certifie, par les présentes, qu'à mon opinion:

- La caisse de retraite révèle un surplus de 7 734 256 \$ au 31 décembre 1998.
- Le coût annuel total des créances de rentes, prestations et remboursements relatifs au service courant pour l'année commençant le 1<sup>er</sup> janvier 1999 est de 3 046 977 \$. Le coût estimatif de l'employeur pour ladite année est de 1 473 199 \$ (1 573 778 \$ payable par les contributions régulières des employés).
- Le coût des créances de rentes, prestations et remboursements relatifs au service courant pour chacune des années subséquentes jusqu'à la date du prochain certificat actuariel s'établit selon la règle suivante:
  - Cotisations des participants et des participantes:  
6,5% du salaire brut jusqu'à un maximum de 5 573,75 \$
  - Cotisations de l'employeur pour le service courant (excluant les frais):  
93% des cotisations des participants et des participantes pour les années 1999, 2000 et 2001
- Le coût annuel total de l'employeur pour le service courant incluant les frais s'élève à:  
127% des cotisations des participants et des participantes pour les années 1999, 2000 et 2001
- L'expérience réelle, différente des hypothèses, entraînera des gains ou des pertes que révéleront les évaluations actuarielles futures.

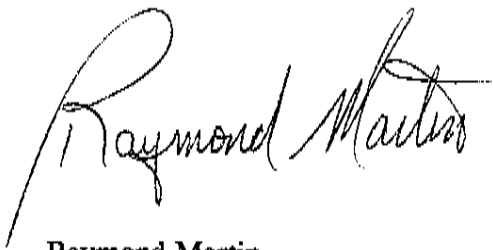
Les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et sûres.

Les méthodes utilisées dans l'évaluation sont conformes aux principes actuariels reconnus.

Les hypothèses sont, dans l'ensemble, appropriées.

En vertu des hypothèses utilisées pour l'évaluation de solvabilité, la valeur de l'actif serait supérieure au passif actuariel si le régime devait être liquidé à la date d'évaluation.

Ce rapport a été préparé et mon opinion a été donnée conformément aux principes actuariels reconnus.



Raymond Martin  
Fellow de l'Institut canadien des actuaires (F.I.C.A.)

Moncton, Nouveau-Brunswick  
20 décembre 1999

Ce rapport a été signé en quatre exemplaires, chacun étant réputé un original.



Assomption Vie

■ **Siège social**

Le 10 décembre 1999

Monsieur Raymond Martin, F.I.C.A., F.S.A.  
 Vice-président associé, Actuariat  
 Assomption Vie  
 Case postale 160  
 Moncton NB  
 E1C 8L1

**OBJET: Régime de pension professeurs, professeures et bibliothécaires  
 de l'Université de Moncton**

**Certification des Actifs**

Monsieur,

En date du 31 décembre 1998, je certifie que la valeur au coût et la valeur marchande du régime ci-haut mentionné se répartissaient comme suit:

	Coût	Valeur marchande	% de la valeur marchande
Encaisse	246 886	246 886	0,2%
Dépôts à terme	1 941 115	1 941 115	1,9%
Obligations	37 018 932	37 955 246	37,3%
Actions	28 961 545	34 722 862	34,1%
Fonds communs de placement canadien	4 817 125	5 027 686	4,9%
Fonds communs de placement international	15 055 842	21 407 030	21,0%
Revenu de placement couru	475 259	475 259	0,5%
Créditeur et frais courus	(22 251)	(22 251)	0,1%
<b>TOTAL</b>	<b>88 494 453</b>	<b>101 753 833</b>	<b>100,0%</b>

....2

Monsieur Raymond Martin

- 2 -

10 décembre 1999

Le rendement de la caisse, basé sur la valeur marchande, incluant tous les revenus de placements y compris les gains ou pertes non-réalisés fut le suivant:

<b>Année</b>	<b>Taux de rendement annuel</b>
1 <sup>er</sup> janvier 1996 au 31 décembre 1996	15,57%
1 <sup>er</sup> janvier 1997 au 31 décembre 1997	15,09%
1 <sup>er</sup> janvier 1998 au 31 décembre 1998	9,93%

Veuillez agréer, monsieur Martin, l'expression de mes sentiments distingués.



Marc Robichaud  
Directeur  
Régimes de pension et Services financiers

/cb



**RESSOURCES HUMAINES ET AFFAIRES PROFESSORALES**

Edmundston  
Moncton  
Shippagan

Le 3 novembre 1999

Monsieur Marc Robichaud  
Directeur  
Régimes de pension et Services financiers  
Assomption Vie  
Case postale 160  
Moncton NB E1C 8L1

**Objet : Régime de pension pour les professeurs, professeurs et bibliothécaires  
de l'Université de Moncton**

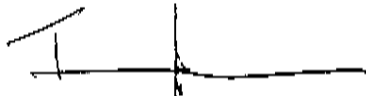
---

Monsieur,

La présente certifie que les renseignements relatifs à chaque membre du régime, donnés à Assomption Vie pour l'évaluation actuarielle au 31 décembre 1998 sont vrais et exacts d'après ma connaissance et mon intime conviction, et sont conformes au dossier que nous tenons à titre d'employeur des employées et employés en cause.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le directeur,



**TERRANCE J. LEBLANC**

TJL/ma